



Conseil de sécurité

Distr. générale
31 mai 2000
Français
Original: anglais

Rapport présenté par le Secrétaire général en application du paragraphe 5 de la résolution 1281 (1999) du Conseil de sécurité

I. Introduction

1. Le présent rapport est présenté au Conseil de sécurité en application du paragraphe 5 de sa résolution 1281 (1999) du 10 décembre 1999. Il contient des informations pour la période allant jusqu'au 30 avril 2000, sur la distribution des fournitures humanitaires dans l'ensemble de l'Iraq, y compris sur l'application du Programme humanitaire interorganisations des Nations Unies dans les trois gouvernorats du nord (Dahouk, Erbil et Soulaïmaniyah). Il fait également le point de la situation depuis la fin de la période examinée dans le rapport sur l'exécution du Programme, présenté au Conseil le 10 mars 2000 (S/2000/208).

2. Le 29 mars 2000, j'ai nommé M. Tun Myat Coordonnateur des opérations humanitaires en Iraq, lequel est arrivé à Bagdad le 30 avril. En février 2000, M. Umaru B. Wurie et M. John Almstrom ont été nommés Coordonnateurs adjoints pour les opérations humanitaires en Iraq au sein du Bureau du Coordonnateur des opérations humanitaires des Nations Unies en Iraq, respectivement à Bagdad et à Erbil.

II. Recettes, achats et distribution aux utilisateurs

A. Production de pétrole et vente de pétrole et de produits pétroliers

3. Du début de la phase VII jusqu'au 30 avril 2000, les superviseurs de l'ONU et le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) ont examiné

et approuvé 100 marchés conclus avec des acheteurs des 36 pays suivants : Afrique du Sud (1), Algérie (1), Bélarus (2), Belgique (1), Brésil (1), Chine (6), Chypre (1), Égypte (1), Émirats arabes unis (2), Espagne (5), États-Unis d'Amérique (2), Fédération de Russie (20), Grèce (1), Finlande (2), France (4), Inde (1), Italie (5), Kenya (1), Malaisie (2), Maroc (2), Nigéria (1), Oman (1), Panama (1), Pays-Bas (1), Roumaine (1), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (5), Singapour (1), Soudan (1), Suisse (10), Thaïlande (2), Tunisie (3), Turquie (6), Ukraine (1), Venezuela (1), Viet Nam (2) et Yémen (1).

4. Le volume total des exportations de pétrole faisant l'objet de ces marchés s'établit à environ 351,3 millions de barils durant la période de 180 jours, soit environ 40 millions de barils en moins que lors de la phase précédente. Néanmoins, du fait du renchérissement du pétrole, le montant total des recettes prévues pour l'ensemble de la période (180 jours) atteindra 8,4 milliards (y compris le montant affecté au paiement des droits d'utilisation de l'oléoduc; si les prix actuels restent stables et si tous les contrats sont enlevés), soit le chiffre le plus élevé jamais obtenu au cours d'une phase donnée.

5. Les exportations de pétrole iraquien dans le cadre de la phase actuelle se déroulent sans problème et la coopération est excellente entre toutes les parties concernées. Au total, il y a eu 202 chargements représentant 247,7 millions de barils, d'une valeur estimée à 5 milliards 892 millions de dollars. Environ 42 % des enlèvements ont été effectués à Ceyhan (Turquie).

6. Le superviseur a continué à conseiller et à aider le Comité du Conseil de sécurité sur les mécanismes de fixation des prix, l'approbation des contrats et les modifications à y apporter, ainsi que sur les autres questions ayant trait aux exportations et au contrôle, conformément à la résolution 986 (1995) et à toutes les résolutions ultérieures pertinentes. Le superviseur et la Saybolt ont assuré, en étroite collaboration, la surveillance des installations pétrolières concernées et le contrôle des enlèvements.

7. Un seul superviseur est attaché au Programme Iraq depuis le 1er juillet 1999 étant donné que les membres du Comité du Conseil de sécurité n'ont toujours pas pu s'entendre sur le choix et la nomination d'autres personnes, et ce fait reste très préoccupant. De même, il est nécessaire de prendre d'urgence des mesures à cet égard afin d'éviter toute interruption dans la mise en oeuvre du Programme, en particulier en ce qui concerne l'examen des contrats de vente de pétrole.

Exportations de pétrole iraquien

8. Les procédures utilisées pour l'inspection des exportations de pétrole en provenance d'Iraq n'ont pas changé. Au cours de la présente phase, 14 inspecteurs indépendants de la Saybolt étaient basés sur place à Mina al-Bakr et à Zakho, en Iraq, ainsi qu'à Ceyhan en Turquie.

Mina al-Bakr

9. Au 16 mai 2000, un volume net total de 166 585 750 barils de Bassorah léger avaient été chargés à partir de Mina al-Bakr durant la période à l'examen, soit une moyenne de 1,1 million de barils par jour, ce qui représente une diminution de 22,8 millions de barils par rapport au chiffre enregistré durant le même nombre de jours au cours de la phase précédente. Le taux maximal de chargement réalisable est d'environ 88 000 barils par heure. On enregistre souvent des taux inférieurs à ce chiffre en raison de défaillances mécaniques à terre et de problèmes de production plus en amont.

10. Les défaillances ou les pannes au niveau de l'équipement sont réparées localement, à l'aide de pièces cannibalisées si nécessaire. De ce fait, la dégradation de l'équipement et des systèmes de fonctionnement est inévitable. Les principaux systèmes hydrauliques fonctionnent toujours mal et constituent une source de pollution et de risques pour la sécurité sur les

plates-formes ou les passerelles du terminal. L'absence de communications opérationnelles, de systèmes de surveillance et autres types de contrôle reste très préoccupante en ce qui concerne le fonctionnement en toute sécurité du terminal. La fourniture de deux remorqueurs fin 1999 a permis de faciliter les opérations de stationnement des navires. Toutefois, ceux-ci fonctionnent toujours sans allèges d'amarrage et doivent être utilisés pour les rotations d'équipage ou à des fins d'approvisionnement.

11. Comme indiqué dans mon précédent rapport (S/1999/1162), la dégradation du terminal de chargement de Mina al-Bakr reste extrêmement inquiétante. Les conditions d'hygiène et la sécurité du personnel ne se sont pas améliorées, le terminal fonctionne toujours avec du matériel de sécurité insuffisant et non certifié et en l'absence totale de procédures de sécurité. Les approvisionnements en aliments frais sont de mauvaise qualité et peu variés. Tous les déchets et les détritiques continuent d'être jetés à la mer. L'alimentation en eau, notamment en eau potable, est toujours un problème.

Terminal de Botas à Ceyhan (Turquie)

12. Durant l'ensemble de la période considérée, le brut de Kirkouk a continué d'être transporté d'Iraq en Turquie par l'oléoduc Kirkouk-Yumurtalik; les interruptions enregistrées étaient dues à des pannes d'alimentation électrique, le plus souvent du côté turc de l'oléoduc; 750 000 barils par jour ont été transportés en moyenne.

13. La circulation du pétrole entre l'Iraq et la Turquie est continuellement surveillée aux points de franchissement de la frontière à Zakho et dans les réservoirs de stockage à Ceyhan. Les quantités transportées sont comptabilisées chaque jour afin d'éviter les détournements.

14. Au 16 mai 2000, la quantité de pétrole chargée dans des navires à Ceyhan, sous le contrôle de la Saybolt, était de 117 269 850 barils pour la période considérée, soit une diminution de 25 680 000 barils par rapport au chiffre enregistré durant le même nombre de jours au cours de la phase précédente.

B. Comptes ouverts par l'ONU pour le Programme Iraq

15. Les comptes ouverts par l'ONU pour le Programme Iraq sont divisés en sept fonds distincts,

conformément aux alinéas a) à g) du paragraphes 8 de la résolution 986 (1995) du Conseil de sécurité. Au 30 avril 2000, un montant de 4 606 100 000 dollars avait été versé pour la phase VII conformément aux résolutions 1281 (1999) et 1284 (1999), portant à 25 341 900 000 dollars le montant total des recettes tirées des ventes de pétrole depuis le début du Programme. On trouvera à l'annexe I du présent rapport la ventilation des recettes entre les différents fonds et le montant des dépenses imputées sur ces recettes au 30 avril 2000. L'annexe II indique le nombre et la valeur des lettres de crédit couvertes par les recettes pétrolières, qui ont été émises pour financer l'achat de fournitures humanitaires.

C. Définition des priorités, examen et approbation des demandes, livraison de fournitures à l'Iraq et distribution aux utilisateurs

Généralités

16. Le Bureau chargé du Programme Iraq a pris toutes les mesures nécessaires pour faire appliquer sans tarder les recommandations et directives pertinentes figurant dans mon rapport du 10 mars 2000 (S/2000/208) ainsi que dans les dispositions correspondantes de la résolution 1284 (1999).

17. Conformément au paragraphe 17 de la résolution 1284 (1999), les listes de fournitures humanitaires présentées par le Bureau chargé du Programme Iraq, y compris les denrées alimentaires, les produits pharmaceutiques et les fournitures médicales, le matériel médical et agricole de base ou standard et le matériel d'enseignement de base ou standard, ont été approuvées le 22 février 2000 par le Comité du Conseil de sécurité pour ce qui est de denrées alimentaires et du matériel d'enseignement, et le 29 mars 2000 en ce qui concerne les fournitures sanitaires et le matériel agricole. Les quatre listes ont été affichées sur le site Web du Bureau. Depuis l'approbation des listes, 433 contrats pour un montant total de plus de 950 millions de dollars ont été traités par le Bureau au 31 mai 2000, en application stricte du paragraphe 17 de la résolution 1284 (1999). Le Bureau a gardé constamment à l'examen les listes approuvées et, en consultation avec les organismes et les programmes des Nations Unies ainsi que les ministères techniques irakiens, il pré-

sentera au Comité du Conseil de sécurité des listes d'articles supplémentaires pour examen et approbation.

18. Le Bureau chargé du Programme Iraq a organisé des réunions d'informations spéciales à l'intention des missions permanentes et d'observation ainsi que des organismes et des programmes des Nations Unies, les 27 et 31 mars, respectivement, afin de leur expliquer les procédures approuvées au titre du paragraphe 17 de la résolution 1284 (1999). Des réunions similaires ont également été tenues en avril et en mai à l'intention des organismes et des programmes des Nations Unies à Amman, Bagdad et Erbil. Les missions permanentes et d'observation ont aussi été priées d'encourager les fournisseurs à utiliser aussi souvent que possible les modèles électroniques lors de la soumission de leurs demandes. Le Bureau chargé du Programme Iraq a contacté au cas par cas les missions ayant déposé une demande afin de leur proposer de soumettre à nouveau les demandes trop longues ou trop complexes à l'aide de la formule électronique et d'accélérer ainsi leur traitement.

19. Au paragraphe 18 de sa résolution 1284 (1999), le Conseil de sécurité a prié le Comité de nommer, conformément aux résolutions 1175 (1998) et 1210 (1998), un groupe d'experts, comprenant les inspecteurs indépendants nommés par le Secrétaire général afin d'approuver diligemment les contrats relatifs à l'achat des pièces et du matériel nécessaires à la production de pétrole et de produits pétroliers, conformément aux listes de pièces et de matériel approuvées par ce comité pour chaque projet. Le Comité a approuvé les procédures pour l'application du paragraphe 18 de la résolution, présentées par le Bureau chargé du Programme Iraq, le 25 avril 2000, et les noms des experts devant faire partie du groupe ont été approuvés le 16 mai 2000. Ces derniers, notamment trois experts des douanes, un expert de l'industrie pétrolière et un expert ingénieur collaboreront avec le Bureau chargé du Programme Iraq. Celui-ci soumettra des listes de pièces détachées et de matériel au Comité pour examen et approbation dans le courant de la première semaine de juin. Le groupe d'experts devrait commencer ses activités le 15 juin 2000, sous réserve de l'approbation des listes par le Comité. Les experts examineront les demandes d'achat de pièces et de matériel, conformément aux paragraphes 18 et 25 de la résolution 1284 (1999) et aux procédures approuvées.

20. Conformément au paragraphe 25 de la résolution 1284 (1999), le Bureau chargé du Programme Iraq a

continué de faire rapport au Comité du Conseil de sécurité sur toutes les demandes concernant des articles devant être notifiés au titre de la résolution 1051 (1996). Le mécanisme de contrôle fonctionne avec efficacité et semble avoir contribué à la limitation du nombre des demandes placées en attente pour spécifications techniques. En effet, le Secrétariat doit obtenir des informations techniques suffisantes avant de transmettre une demande au Comité, afin de déterminer si l'article figure sur la liste approuvée par la résolution 1051 (1996).

21. Le Bureau chargé du Programme Iraq a déployé des efforts supplémentaires pour aider le Comité à limiter le nombre de demandes qu'il a placées en attente. Alors que plusieurs de ces initiatives semblent déjà déboucher sur des résultats positifs, le nombre de demandes en attente restait très élevé, à savoir 1 203 demandes pour un montant de total de 1 956 603 150 dollars au 30 avril 2000. À partir du 14 avril 2000, sous couvert de lettres séparées adressées au Président du Comité du Conseil de sécurité, le Directeur exécutif du Programme Iraq a présenté au Comité les listes de toutes les demandes en attente, pour chacun des huit secteurs des plans de distribution, assorties d'informations détaillées recueillies en consultation avec le Bureau chargé du Programme Iraq et les organismes et programmes des Nations Unies concernés, en précisant, le cas échéant, leur ordre de priorité et en fournissant des indications sur les conséquences de ces mises en attente et sur les mesures de suivi mises en place par le Bureau. On a également cherché à obtenir la coopération du Gouvernement iraquien pour déterminer les priorités relatives des applications en attente, ainsi que leurs incidences respectives sur la mise en oeuvre du Programme.

22. Je me félicite de la décision du Comité du Conseil de sécurité de tenir une série de réunions sur chaque secteur afin d'examiner plus attentivement la liste des demandes placées en attente. La première de ces réunions, portant sur les secteurs de l'agriculture, de l'eau et de l'assainissement, a eu lieu les 26 avril et 10 mai, avec la participation du représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en Iraq. Une autre réunion devrait se tenir la première semaine de juin sur le secteur de la santé. Le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Iraq a présenté un exposé au Comité le 25 mai. À la suite des réunions sur les secteurs de l'agriculture, de l'eau et de l'assainissement, le mon-

tant des demandes en attente pour ces secteurs a diminué de plus de 20 %, passant de 317 millions de dollars le 14 avril à 273 millions de dollars le 19 mai. Au cours de la période susmentionnée, le nombre des demandes en attente dans ces deux secteurs est passé de 150 à 115.

23. Le Bureau chargé du Programme Iraq a pris des mesures pour faire face au besoin croissant de systématiser la fourniture d'une garantie ou de produits de remplacement pour les articles préalablement autorisés et livrés à l'Iraq. Au titre des nouvelles procédures, tous les produits de remplacement tels que spécifiés dans un contrat doivent être présentés en tant que modification à la demande d'origine pour approbation par le Comité. Ces informations sont affichées sur le site Web du Bureau chargé du Programme Iraq.

24. Comme indiqué au paragraphe 110 de mon rapport (S/2000/208), il a été nécessaire de suivre de près la question des effectifs du Bureau chargé du Programme Iraq, car l'on s'attendait à un nouvel accroissement marqué du volume de travail une fois les paragraphes 17, 18 et 25 de la résolution 1284 (1999) pleinement appliqués. Afin de disposer de la capacité suffisante pour appliquer intégralement les dispositions pertinentes de la résolution 1284 (1999), un nouveau tableau d'effectifs a été approuvé pour la Section de l'examen des contrats du Bureau chargé du Programme Iraq, y compris 5 fonctionnaires de la catégorie des administrateurs, 15 experts des douanes ou autres experts techniques et 34 agents des services généraux. Le recrutement a commencé et a déjà eu un effet positif en permettant de réduire considérablement le nombre des demandes en attente d'examen et d'évaluation douanière.

Compte ESB (53 %)

25. Au cours de la période considérée, le Bureau chargé du Programme Iraq a examiné des demandes correspondant aux phases IV à VII. Au 30 avril 2000, 7 103 demandes pour un montant total de 13 061 276 367 dollars avaient été reçues pour l'ensemble des phases, dont 4 961 d'une valeur de 9 407 675 725 dollars avaient été approuvées par le Comité au Conseil de sécurité ou examinées par le Bureau chargé du Programme Iraq conformément au paragraphe 17 de la résolution 1284 (1999). Les fournitures concernant 4 767 demandes d'une valeur totale de 8 milliards 71 millions de dollars ont été livrées en

Iraq, dont des pièces de rechange et du matériel pour l'industrie pétrolière.

26. Le nombre de demandes soumises pour la phase VII a été plutôt faible pour la plupart des secteurs, avec un total de 843 demandes reçues par le Bureau, d'un montant d'environ 1,9 milliard de dollars, dont un peu moins de 1,1 milliard de produits alimentaires. Le 10 avril 2000, le Directeur exécutif du Programme Iraq a appelé l'attention du Représentant permanent de l'Iraq sur cette situation et a demandé à nouveau que des efforts soient faits pour accélérer la procédure de passation des marchés et de présentation des demandes. Même si l'augmentation du personnel et la rationalisation des procédures d'évaluation au sein du Bureau chargé du Programme Iraq ont permis de réduire le volume considérable des demandes à l'examen, compte tenu du nombre important de demandes en souffrance pour la phase VII et qui devraient être soumises vers la fin de la phase actuelle, il sera impossible d'éviter des délais dans leur traitement.

Compte ESC (13 %)

27. Au 30 avril 2000, sur les 3 272 demandes en tout présentées par les organismes et programmes des Nations Unies, 3 093 demandes d'une valeur totale de 788,7 millions de dollars ont été approuvées ou examinées conformément au paragraphe 17 de la résolution 1284 (1999). En outre, 28 demandes d'une valeur totale de 4,3 millions de dollars étaient placées en attente, alors que 28 demandes d'un montant de 10,7 millions de dollars étaient en cours d'évaluation et d'examen.

III. Activités d'observation et de supervision

A. Inspection et confirmation authentifiée de l'arrivée des fournitures humanitaires

28. La société Cotecna Inspection S.A., qui est l'agent d'inspection indépendant désigné par l'ONU, a continué de confirmer l'arrivée des fournitures humanitaires aux points d'entrée d'Al-Walid, Trébil, Oumm Qasr et Zakho et de signaler la livraison par les organismes et programmes des Nations Unies des fournitures financées par le compte ESC (13 %) aux trois gouvernorats de Dohouk, Arbil et Souleimaniyeh. Des opérations d'échantillonnage et d'analyse accélérées ont

été effectuées sur une base expérimentale dans des laboratoires situés en Jordanie et en Turquie, alors que le Gouvernement iraquien a maintenu sa décision de ne pas autoriser le stationnement de laboratoires mobiles aux points d'entrée.

29. La Cotecna et le Groupe d'observateurs multidisciplinaire ont signalé la détérioration continue des installations du port d'Oumm Qasr, ce qui pourrait compromettre les dispositifs logistiques, en particulier le déchargement et l'acheminement de marchandises en vrac telles que les produits alimentaires. Oumm Qasr reçoit 70 % des produits alimentaires et 54 % des autres produits importés dans le cadre du programme. De nouvelles demandes ont été présentées pour empêcher une nouvelle détérioration des installations du port.

30. Il est prévu d'utiliser à partir de juin, pendant une période d'essai de quatre semaines afin d'évaluer leur viabilité, de nouveaux arrangements de la transmission électronique des données d'authentification en provenance des quatre sites. Ces nouveaux arrangements permettraient de réduire nettement les délais nécessaires pour confirmer la livraison des marchandises et d'accélérer la procédure de paiement.

B. Supervision des pièces détachées et du matériel destinés à l'industrie pétrolière

31. L'arrivée en Iraq des pièces détachées et du matériel destinés à l'industrie pétrolière au titre des phases IV à VII s'est accélérée. Au 25 mai 2000, 551 chargements complets étaient arrivés dans le pays, représentant une valeur totale de 227 528 765 dollars, sur un montant total de 1,8 milliard de dollars alloués pour ces quatre phases. Par ailleurs, le Gouvernement iraquien a adressé aux fournisseurs des lettres signalant des irrégularités pour 76 contrats, notamment des problèmes de qualité, d'articles erronés, d'articles manquants, etc. Ces contrats sont répertoriés par site dans le rapport hebdomadaire et comme la livraison n'a pas été faite en totalité, ils sont considérés comme des contrats incomplets. La valeur de ces 76 contrats incomplets est de 59 668 836 dollars.

32. Le nombre des superviseurs pour les pièces détachées et le matériel destinés à l'industrie pétrolière acheminés en Iraq est toujours de six, travaillant depuis une base permanente à Bagdad. À l'heure actuelle, 22 sites de stockage et installations d'utilisation finale

sont inspectés chaque semaine. Pendant ces visites, les superviseurs peuvent procéder à des vérifications des documents et à des inspections physiques sur les pièces détachées et l'équipement qui ont été livrés ou installés.

33. Au cours de ces visites, on a observé que la plupart des dépôts, notamment à Bassorah, avaient atteint leur capacité maximale de stockage. Cela est dû en partie au fait que l'utilisation de certaines marchandises stockées dépend de la disponibilité d'articles complémentaires qui ne sont pas encore arrivés dans le pays. Par ailleurs, l'installation du matériel est retardée par le manque de main-d'œuvre qualifiée et également par l'absence de fonds permettant de recruter les quelques employés qualifiés disponibles en Iraq.

34. L'absence de moyens de transport adéquats et le manque de fonds permettant d'avoir recours à des transporteurs privés continuent d'entraver le rythme de distribution du matériel et aggravent encore le manque d'espace dans certains entrepôts.

35. Des procédures de supervision spéciales, mises en place par le Bureau chargé du Programme Iraq, permettent d'observer la distribution et l'utilisation de certains produits pour lesquels un contrôle spécial est nécessaire. Parmi ces cas, on peut citer l'utilisation d'un cochonnet intelligent dans l'oléoduc Kirkouk-Yumurtalik, la supervision de l'exportation de moteurs électriques jusqu'à l'envoi et l'inspection pendant les réparations en Turquie, la supervision de l'exportation de turbines à gaz envoyées pour réparation au Royaume-Uni, l'inspection lors de la livraison de remorqueurs et d'une embarcation de sauvetage, et des visites d'un site de construction de réservoirs de stockage de pétrole à Kirkouk en vue de confirmer l'arrivée des matériaux et le commencement de la construction.

36. Les superviseurs qui continuent de bénéficier de l'entière coopération des autorités irakiennes compétentes se déplacent partout librement en Iraq et ont couvert plus de 200 000 kilomètres à ce jour.

C. Dispositif d'observation des Nations Unies

37. Afin d'améliorer l'efficacité du dispositif d'observation des Nations Unies, plusieurs mesures sont prises pour fournir, dans le cadre de la résolution 986 (1995), les assurances requises que les marchandises arrivant en Iraq sont utilisées aux fins autorisées

par le Comité du Conseil de sécurité. Celui-ci a été informé des nouvelles mesures, qui sont notamment le redéploiement des observateurs des Nations Unies, l'emploi de consultants spéciaux, la simplification et le regroupement des activités d'observation sous la responsabilité du Bureau du Coordonnateur des opérations humanitaires en Iraq, la mise au point de procédures spéciales d'observation afin de fournir au Comité du Conseil de sécurité des informations régulièrement mises à jour sur les résultats de la surveillance produits présentant un intérêt spécial. Ces mesures visent à faciliter la réduction du nombre de demandes actuellement en attente qui exigent des informations détaillées sur l'utilisation finale et l'utilisateur final. Au 30 avril 2000, des procédures spéciales de supervision ou de contrôle avaient été autorisées pour 28 demandes de fournitures humanitaires et 44 demandes relatives à des pièces détachées et à du matériel destiné à l'industrie pétrolière. Le plan d'observation tri-mestriel a également été révisé afin de fournir davantage de détails sur les activités prévues.

38. Bien que les activités d'observation des Nations Unies se soient déroulées sans heurt au cours de la période à l'examen, des difficultés persistent en ce qui concerne l'obtention d'escortes des ministères compétents, ce qui a limité les observations dans les secteurs de l'agriculture, de l'eau et de l'assainissement, ainsi que de l'éducation. Le système du Gouvernement irakien consistant à ne délivrer des permis de voyage que pour un véhicule ou un conducteur déterminé et selon des itinéraires soumis au préalable a été un obstacle supplémentaire aux activités d'observation. Le Groupe d'observation par région géographique a également signalé des difficultés dans la collecte d'informations statistiques au niveau des gouvernorats. On trouvera à l'annexe III le nombre de visites d'observation effectuées par secteur.

IV. Exécution du programme : efficacité, équité et adéquation

39. La période à l'examen a vu des éléments positifs, notamment la première distribution d'apports ciblés nutritionnels. On a également constaté des améliorations dans la fourniture de véhicules et de matériel frigorifique dans le secteur de la santé, alors que la menace d'une épidémie de poliomyélite a pu être évitée. Les livraisons récentes de matériel et de véhicules pour les dépôts permettront d'améliorer la logistique dans les

secteurs de la santé et de l'éducation. Les mises en attente ont été levées pour des produits chimiques de purification de l'eau qui étaient nécessaires de toute urgence. Toutefois, l'application dans tous les secteurs du programme au titre du compte ESB (13 %) a souffert du faible taux de passation de contrats par le Gouvernement iraquien au titre de la phase VII, du grand nombre de contrats mis en attente par le Comité du Conseil de sécurité, en particulier dans le domaine de la manutention des vivres, de l'eau et de l'assainissement, de l'électricité, des transports et des télécommunications, ainsi que par les déficiences des réseaux de distribution.

A. Exécution du programme dans le centre et le sud de l'Iraq

Alimentation

40. Les stocks de blé sont encore peu importants, malgré de légères améliorations depuis février 2000. Les stocks de légumes secs disponibles ne seront pas suffisants pour assurer une couverture pendant un mois; cette situation est due à une passation de marchés tardive et à l'arrivée lente des produits. Le Bureau chargé du Programme Iraq et le Programme alimentaire mondial (PAM), en consultation avec le Gouvernement iraquien, passent en revue le réseau de distribution alimentaire et recommanderont des mesures à prendre pour améliorer son efficacité.

41. Malgré l'objectif du plan de distribution au titre de la phase VII de fournir une ration alimentaire de 2 330 kilocalories et de 52 grammes de protéines par personne et par jour, la ration alimentaire distribuée pendant la période à l'examen était en moyenne de 1 991 kilocalories et 42,6 grammes de protéines par personne et par jour pour les raisons indiquées au paragraphe 40 ci-dessus. Ce chiffre représente 85 % des besoins énergétiques et 81 % des besoins en protéines prévus. Au 30 avril 2000, sur les 37 cycles mensuels de distribution effectués depuis le lancement du programme, les exigences prévues en matière de rations alimentaires n'ont été respectées que six fois. Du fait de l'insuffisance des réserves de blé, le Gouvernement a fourni 43 % de la ration de farine à partir de ses propres stocks obtenus en dehors du programme. Les constatations du Groupe d'observation par région géographique ont confirmé une distribution équitable des rations alimentaires aux bénéficiaires inscrits. Le Gouvernement iraquien a récemment demandé

l'augmentation des quantités de blé, de riz et de sucre, afin d'augmenter les montants distribués dans les rations alimentaires.

42. Dans le sous-secteur de la manutention des vivres, deux contrats ont été approuvés pour les installations du port d'Oumm Qasr : l'un concernant une drague aspirante à couteau et un autre pour deux chariots élévateurs à fourche de 40 tonnes. Toutefois, les contrats concernant des véhicules de lutte contre l'incendie, des générateurs fixes pour l'alimentation en électricité et des générateurs marins pour les remorqueurs et les dragues sont restés en attente. Entre le 15 avril 2000 et le 19 mai 2000, 29 demandes de manutention de vivres d'une valeur de 164,1 millions de dollars ont été libérées. Toutefois, pendant la même période, 16 demandes représentant 170 millions de dollars ont été mises en attente.

43. Les 749 camions livrés depuis le lancement du programme ont seulement remplacé une partie du parc vieillissant qui est actuellement d'environ 7 000 véhicules. Pendant les phases VI et VII, 32 contrats représentant une valeur de 45,3 millions de dollars ont été approuvés, alors que quatre contrats d'une valeur de 12,9 millions de dollars sont restés en attente. La remise en état du système ferroviaire est toujours entravée par le grand nombre de contrats en attente, qui représentent 77 millions de dollars. Douze contrats d'une valeur de 2,4 millions de dollars sont en attente, portant sur des articles destinés aux laboratoires alimentaires du Ministère du commerce, nécessaires pour garantir un contrôle de qualité adéquat. De nombreux silos et minoteries sont dans un état de dégradation avancée et on estime que 70 % de ces bâtiments devront être remplacés dans un avenir proche. En ce qui concerne l'utilité des pièces détachées importées dans le cadre du programme pour le fonctionnement des silos et des minoteries, les analyses du Groupe d'observation par secteur géographique indiquent qu'en moyenne environ 15 % des besoins des silos et 30 % des besoins des minoteries ont été satisfaits.

Santé et nutrition

44. Le nombre de contrats en attente a augmenté et, au 30 avril 2000, 109 demandes d'un montant de 168,6 millions de dollars étaient en attente. Ces mises en attente ont eu un effet négatif sur la prestation de soins de santé et en particulier pour la production locale de médicaments par la société Samara Drug Industries (SDI). Au 14 mai 2000, des contrats d'une va-

leur de plus de 28,3 millions de dollars pour le compte de SDI étaient en attente. Ces contrats restent en attente en l'absence d'informations demandées au Gouvernement iraquien par le Comité du Conseil de sécurité.

45. Le solde des stocks de fournitures médicales fournies dans le cadre du programme aux dépôts centraux était de 251,7 millions de dollars au 30 avril 2000, 14,7 % de ce chiffre constituant les stocks régulateurs. Entre novembre 1999 et avril 2000, les stocks régulateurs ont été ramenés de 16,8 à 14,7 %, alors que le pourcentage des produits en cours de contrôle de qualité a augmenté de 3,9 à 9,2 % grâce à des livraisons en mars et avril 2000.

46. L'OMS a indiqué que certains engorgements dans la chaîne de distribution avaient été résolus. L'arrivée de 62 camions frigorifiques et de 35 dépôts frigorifiques préfabriqués devrait améliorer la capacité de stockage dans les dépôts centraux et dans ceux des gouvernorats, et la distribution des marchandises. L'arrivée récente de chariots élévateurs a légèrement facilité la manutention dans les dépôts. Toutefois, les difficultés de communication existent toujours entre les dépôts centraux et ceux des gouvernorats et entre les dépôts et les établissements sanitaires. Par ailleurs, les ordinateurs à faible capacité des dépôts centraux sont insuffisants pour gérer le volume de données, ce qui entrave également les observations. Des contrats portant sur des ordinateurs pour les dépôts centraux sont encore en attente, le Gouvernement iraquien devant fournir les renseignements supplémentaires demandés par le Comité.

47. Les patients hospitalisés en hôpital ont continué à recevoir la totalité de leur traitement lorsque les médicaments étaient disponibles en quantité suffisante. Toutefois, les patients des établissements publics, des établissements gérés par les assurances sociales et des centres sanitaires ont de façon générale continué à recevoir des traitements partiels en raison des quantités insuffisantes commandées, d'arrivées tardives, de la longueur des procédures de contrôle de qualité pour certaines catégories de médicaments et des problèmes constants de distribution. L'OMS signale que des souches bactériennes résistantes pourraient apparaître en conséquence de la fourniture de soins antibactériens partiels aux patients.

48. Des médicaments pour le traitement de maladies chroniques d'une valeur de 6 millions de dollars ont été

approuvés mais pas encore reçus, et des fournitures d'un montant de 500 000 dollars n'ont pas réussi le test de qualité. La quantité des médicaments commandés par le Ministère de la santé est inférieure aux limites mensuelles et n'est pas satisfaite par la production locale. Depuis le début du programme, l'équivalent de 26,6 millions de dollars en médicaments contre le cancer étaient arrivés dans le pays au 30 avril 2000, et 13,3 millions de dollars (50 %) avaient été distribués. L'OMS attribue ce faible taux de distribution à l'arrivée récente d'un grand volume de fournitures et aux longues périodes nécessaires pour le contrôle de la qualité (21,2 % des médicaments étaient en train de subir des tests de qualité). Des produits pharmaceutiques radioactifs d'une valeur de 1,1 million de dollars ont également été distribués à des centres de lutte contre le cancer.

49. Au cours de la période à l'examen, il y a eu six cas de poliomyélite confirmés, dont cinq en décembre 1999 indiquant un risque d'épidémie. Des analyses ultérieures donnent à penser que l'épidémie de polio a été stoppée grâce à des campagnes nationales de vaccination menées en octobre et novembre 1999, ainsi qu'en mars et avril 2000.

50. La distribution et l'utilisation d'ambulances dans le cadre du programme a permis de rétablir les services d'ambulance d'urgence dans tout le pays. Presque tous les grands hôpitaux et les centres d'urgence ouverts en permanence disposent désormais d'au moins une ambulance fonctionnelle.

51. En ce qui concerne le sous-secteur de l'alimentation ciblée, au 30 avril 2000, un envoi de 5,3 millions de dollars de biscuits à haute teneur en protéines, achetés dans le cadre de la phase IV, était arrivé, et l'équivalent de 3,1 millions de dollars avait été distribué aux dépôts secondaires pour être distribué aux 961 centres de soins de santé primaires et aux centres communautaires de soins des enfants existants. Le premier envoi de 1 500 tonnes de lait thérapeutique dans le cadre de la phase IV n'est arrivé qu'en avril. Le Gouvernement iraquien avait présenté sept contrats d'une valeur de 27,9 millions de dollars dans le cadre des phases IV à VI pour des biscuits à haute teneur en protéines et du lait thérapeutique.

52. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a signalé que l'expansion du réseau d'établissements sanitaires communautaires participant au programme progressait de façon satisfaisante. Au

30 avril 2000, il y avait 2 182 centres communautaires de soins pour les enfants, 820 établissements de soins de santé primaires et 67 centres de récupération nutritionnelle. Toutefois, l'arrivée tardive des envois de lait thérapeutique avait eu des effets négatifs sur la stratégie d'exécution. Des problèmes d'infrastructure et de logistique avaient également contrarié l'exécution du programme d'alimentation ciblée, réduisant ainsi l'efficacité du programme.

53. Une enquête récente menée par l'UNICEF sur l'état nutritionnel des enfants âgés de moins de 2 ans a montré très peu de modifications des taux de malnutrition, par rapport aux résultats d'enquêtes similaires effectuées en 1997 et 1998. Il y avait une légère réduction de la prévalence des cas d'insuffisance pondérale, alors que les cas de retard de croissance et d'émaciation s'étaient stabilisés à des taux, encore trop élevés, de 13,8 % et 9,2 %, respectivement.

Eau et assainissement

54. Sur les contrats d'une valeur de 702 millions de dollars présentés au Comité du Conseil de sécurité pour ce secteur au 30 avril 2000, des contrats représentent 447 millions de dollars (soit 63,8 %) ont été approuvés et d'autres représentent 168 millions (23,4 %) sont restés en attente. Des travaux de réparation et de maintenance nécessaires de toute urgence pour certaines installations d'eau et d'assainissement avaient été reportés à cause de la mise en attente de certains contrats.

55. Les stocks de produits non distribués dans les dépôts centraux et des gouvernorats sont estimés à 38,6 millions de dollars. Sur ce total, 4,7 % sont composés de stocks régulateurs. La distribution est principalement contrariée par des problèmes de logistique. Dans le cadre des phases I à VII, des contrats pour des véhicules et des pièces détachées, représentant un montant de 52,3 millions de dollars, ont été présentés; 30,4 millions de dollars ont été approuvés et 7,4 millions de dollars sont encore en attente.

56. La Compagnie des eaux de Bagdad a reçu 2 462 tonnes de chlore depuis le lancement du programme, et en a utilisé 2 218 tonnes (90 %). De même, l'Entreprise générale de traitement des eaux a reçu 5 250 tonnes de chlore, et en a utilisé 3 815 tonnes (72,6 %). Les taux d'utilisation de chlore pour ces deux organismes sont respectivement de 6 et 9 tonnes par jour. Au 30 avril 2000, les stocks de chlore disponibles

dans les deux dépôts suffisaient respectivement pour 40 jours et environ cinq mois.

57. La comparaison du pourcentage moyen des échantillons dont l'analyse bactériologique était non satisfaisante entre 1999 et les quatre premiers mois de cette année indique une légère réduction dans 11 des 15 gouvernorats du centre et du sud du pays. Les tests de concentration de chlore ont également montré une légère amélioration dans tous les gouvernorats du centre et du sud, à l'exception de Bagdad. En conséquence directe de la sécheresse, la réduction du niveau d'eau dans les aquifères superficiels, qui constituent 95 % des ressources d'eau potable pour le centre et le sud de l'Iraq, a eu un effet dévastateur sur les usines de traitement d'eau. Une évaluation effectuée par l'UNICEF sur l'utilisation des fournitures des usines de traitement d'eau dans quatre gouvernorats a indiqué qu'alors que l'efficacité des usines avait légèrement augmenté (4 et 8 %), les effets de cette amélioration étaient annulés par des coupures de courant prolongées et cette amélioration n'était pas sensible au niveau de l'utilisateur final en raison de la détérioration du réseau d'alimentation en eau.

Agriculture

58. Au 30 avril 2000, le matériel d'irrigation représentait 16 % des marchés passés dans le sous-secteur. La mise en attente de 23 contrats, représentant 99 millions de dollars, a eu pour conséquence directe que 453 523 hectares n'ont pu être irrigués, alors qu'ils l'étaient normalement, que la capacité des canaux a été réduite à 13 410 000 mètres cubes, tant pour l'irrigation que pour le drainage, que la capacité de l'hydraulique rurale a été réduite de 57 519 560 m³ d'eau de pompage et que 70 puits profonds, qui auraient pu fournir 43 278 400 m³ pour l'alimentation animale et humaine, n'ont pu être forés. Avec le matériel fourni dans le cadre du programme, on a pu installer 208 nouvelles stations de pompage, cuveler les canaux non revêtus, entretenir partiellement les ouvrages d'irrigation et les barrages de retenue et foncer par battage 88 nouveaux puits.

59. Le taux de distribution dans le sous-secteur de l'élevage de volailles était de 87 %. Au 30 avril 2000, il était arrivé pour 51,7 millions de dollars de fournitures, dont 45 millions de dollars avaient été distribués. La production de volailles, dans le cadre du programme, en partie financée par des subventions publiques, a atteint 175 millions d'oeufs de table et 32 500

tonnes de viande de poulet congelée. Des marchés évalués à 9 millions de dollars étaient en attente dans ce sous-secteur, ce qui nuit à la production.

60. Dans le sous-secteur de la médecine vétérinaire, les fournitures déjà livrées représentaient au 30 avril 2000 un total de 27,5 millions de dollars, dont 19,1 millions de dollars (69,4 %) avaient déjà été distribués aux utilisateurs finals. L'augmentation du taux de distribution marque une amélioration de l'accès des utilisateurs finals aux produits et vaccins vétérinaires.

61. La sécheresse reste catastrophique pour le cheptel et les cultures. On estime à 150 millimètres seulement les pluies tombées dans le centre et le sud du pays, d'où la réduction de la production de l'agriculture irriguée et pluviale. Selon la FAO, seule la culture des légumes ne subira aucun recul pendant la campagne d'été qui s'annonce, alors que les surfaces normalement ensemencées en riz et en blé resteront en jachère. Selon les rapports officiels, la sécheresse a fait baisser de moitié la production de légumes et de 20 % la production de fruits, par rapport à 1998.

62. Dans le sous-secteur de la machinerie agricole, 144,6 millions d'articles divers étaient arrivés depuis le début du programme, dont 91,9 millions de dollars (63,6 %) avaient été distribués. Le tiers environ du matériel en stock était constitué de pièces détachées. L'importance de cette proportion s'explique essentiellement par le fait que les engins agricoles sont importés avec leurs pièces de rechange, qui ne sont pas nécessairement utilisées tout de suite et ne sont distribuées qu'à la demande. Pour en améliorer la distribution, les autorités publiques ont mis en place un nouveau réseau d'agents privés. Les marchés relatifs aux machines agricoles actuellement en attente sont estimés à 44,4 millions de dollars, dont 3 millions de dollars de moissonneuses et de pièces détachées pour moissonneuses-batteuses, matériel d'une importance vitale pour les récoltes de blé et d'orge.

63. Au 30 avril 2000, 17,6 millions de dollars d'intrants agricoles avaient été reçus, dont 7,8 millions de dollars (44,3 %) avaient été distribués. Les réserves d'intrants représentaient toujours 38,6 % du total des livraisons et 56 % des livraisons d'intrants agricoles, la faiblesse du taux de distribution des produits agrochimiques, des semences et des engrais s'expliquant par la gravité de la sécheresse qui a sévi pendant deux années consécutives. On constate un besoin immédiat de fon-

gicides pour lutter contre les moisissures, notamment pour les pommes de terre et les agrumes.

Électricité

64. Le délabrement du secteur de la production d'électricité, aggravé par les effets de la sécheresse, fait obstacle aux efforts entrepris dans tous les autres secteurs du programme humanitaire. La capacité de production électrique a encore fléchi et la puissance actuellement disponible n'atteint que la moitié environ de la demande, phénomène qui touche tous les consommateurs et tous les services. Le courant électrique reste interrompu en moyenne 12 heures par jour dans 14 gouvernorats du centre et du sud et, dans celui de Bagdad, les coupures de courant atteignent actuellement quatre heures par jour.

65. Au 30 avril 2000, les marchés relatifs à la production d'électricité mis en attente étaient évalués à 494,7 millions de dollars. Cette circonstance, jointe à la longueur des délais de fabrication, a obligé à retarder considérablement la mise en oeuvre de certains projets d'importance capitale. La restauration de la centrale de Nassiriya reste inachevée parce que deux marchés sont en attente, ce qui risque d'entraîner la perte de 840 millions de watts dont on aura besoin d'urgence lorsque l'été arrivera. Les mises en attente retardent les travaux que réclament deux nouvelles génératrices, qui permettraient d'accroître la capacité de production de 426 MW. Le matériel de sécurité et de transmissions améliorera la sécurité du personnel et fera avancer la réalisation du programme. La sécheresse actuelle se traduit par une baisse de 81 % de la production hydroélectrique.

66. À la centrale de Mussaib, l'installation et la mise en oeuvre d'un transformateur de 400 MVA destiné à l'une des unités se sont achevées avec succès et la turbine a été réparée. Les performances de toutes les génératrices seraient meilleures si les marchés en attente qui couvrent le matériel destiné aux turbines étaient exécutés. À la centrale de Dura, la première livraison du matériel de remise en état de trois génératrices a été reçue à la fin de janvier 2000. Dès que les réparations seront terminées, avant la fin du mois d'août 2000, la production devrait atteindre 75 MW. Trois cents véhicules de service ont été également livrés aux centres de distribution et de transport d'électricité. La livraison de caisses de câbles a permis de connecter au réseau national la ligne de 400 kV de la centrale de Qadissiya et la ligne de 132 kV de Mossoul. À Bassorah, une nou-

velle ligne de desserte de 11 kV a été installée sur 40 kilomètres entre la station de Shuaiba et le quartier résidentiel d'Al Shemal, à l'intention de 300 foyers.

Enseignement

67. Le nombre total de demandes mises en attente dans le secteur de l'enseignement était de 91 au 30 avril 2000, représentant au total 74 millions de dollars.

68. Les articles dont le Ministère de l'enseignement supérieur a le plus urgent besoin sont les ordinateurs et le matériel spécialisé, notamment diverses trousse de laboratoire. La plupart des demandes présentées par le Comité du Conseil de sécurité pour ce type d'articles sont en attente.

69. Sur la seule livraison d'ordinateurs reçue par le Ministère de l'enseignement, il a été distribué en moyenne 45 ordinateurs et une imprimante par gouvernorat, ce qui permet de fournir en moyenne quatre ordinateurs et une alimentation électrique stable à chaque école secondaire sélectionnée. L'UNESCO a indiqué que les ordinateurs étaient installés dans des écoles ou des locaux qui avaient été restaurés à cette fin et que l'on était en voie d'élaborer les programmes d'enseignement correspondants. D'autre part, une école secondaire sert de centre de formation des enseignants dans le cadre d'un projet pilote et utilise 10 des ordinateurs reçus. De plus, on travaille à la mise au point, pour la prochaine année scolaire, d'un cours commercial et d'un cours d'initiation à l'informatique à l'intention des filles.

70. La pénurie de moyens de transport à partir des magasins centraux, de matériel d'enseignement professionnel, d'appui pédagogique et d'imprimerie a persisté. Le Ministère de l'enseignement a récemment reçu 40 camions, qui devraient couvrir 30 % de ses besoins. Quand ils auront été livrés, les voitures à plateau et les camions commandés dans le cadre des phases IV à VI devraient répondre à tous les besoins du Ministère en matière de transport. Environ 16 millions de dollars de véhicules et de pièces détachées ont été approuvés à l'intention du Ministère de l'enseignement supérieur.

71. La remise en état de l'imprimerie du Ministère de l'enseignement continue de souffrir du manque d'argent liquide qui permettrait d'engager de la main-d'œuvre pour mettre en place les pièces détachées et le matériel opérationnel reçus. Selon les observations de l'UNICEF sur les effets des livraisons effectuées dans

le cadre du programme, les produits distribués restent le plus souvent insuffisants par rapport aux besoins les plus fondamentaux des établissements scolaires. Les installations offertes dans la plupart des écoles visitées restent de qualité moyenne, ou médiocre. La comparaison des établissements urbains et ruraux à laquelle l'UNESCO a procédé a fait apparaître que tous les établissements visités dans les zones urbaines ne disposaient que d'un minimum de commodités, les établissements ruraux en offrant encore moins, essentiellement à cause des difficultés de transport.

Télécommunications

72. Dans le secteur des télécommunications, des demandes représentant 5,4 millions de dollars en véhicules et en engins de manutention ont été approuvées et près de 5 millions de dollars ont été mis en attente. Cependant, il a été impossible de procéder à la réalisation des projets parce que la très grande majorité des demandes de matériel de télécommunications destiné aux services nationaux des postes et télécommunications a été mise en attente, soit une valeur de plus de 122 millions de dollars au 30 avril 2000. Le Bureau a entrepris d'examiner toutes les demandes en attente avec les parties intéressées pour s'assurer que les prescriptions du Comité du Conseil de sécurité en matière d'information étaient respectées et que les mises en attente étaient reconsidérées. Des dispositions ont été prises pour que l'Union internationale des télécommunications dépêche en Iraq le personnel nécessaire au début de juin 2000.

B. Exécution du Programme à Dohouk, Arbil et Souleimaniyeh

73. Le Bureau du Coordonnateur des opérations humanitaires et les organismes et programmes des Nations Unies ont entrepris un certain nombre d'activités visant à améliorer la gestion du Programme au niveau multisectoriel dans les trois gouvernorats du nord (Dohouk, Arbil et Souleimaniyeh). Ces activités portent notamment sur la poursuite d'une démarche privilégiant les projets lors de l'élaboration des plans de distribution, sur l'amélioration de la coordination des travaux de remise en état des établissements humains, des centrales électriques et des réseaux de distribution, et sur le renforcement des capacités du Bureau du Coordonnateur des opérations humanitaires dans le domaine de la coordination et de la gestion. Compte tenu de

l'augmentation importante des sommes allouées au Programme dans les trois gouvernorats du nord, on s'attachera en priorité à examiner différentes solutions aux fins d'accroître la capacité d'exécution interinstitutionnelle. En collaboration avec le Bureau du Coordonnateur des opérations humanitaires, la FAO, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'UNICEF et l'OMS ont formulé un plan d'urgence visant à faire face à la sécheresse qui sévit actuellement.

Alimentation

74. Bien que l'acheminement des vivres entre les entrepôts centraux et les gouvernorats du nord se soit déroulé sans problème, l'efficacité de la distribution et l'adéquation des rations alimentaires fournies aux utilisateurs finals ont pâti de la pénurie de certains biens et des objections parfois soulevées par les autorités locales quant à la qualité de certains produits. En décembre 1999, 0,89 % des besoins totaux n'étaient pas couverts, contre 0,88 % en janvier 2000 et 0,62 % en février. Toutefois, les rations annoncées par le Gouvernement ont été distribuées en totalité et à temps en mars et avril 2000. En moyenne, 56,3 % des agents chargés de répartir les vivres, 99,6 % de ceux chargés de répartir la farine et 50,9 % des ménages ont reçu dans les temps la totalité des rations alimentaires annoncées.

Santé et nutrition

75. L'OMS a achevé la remise en état de neuf établissements sanitaires, et 23 autres sont en cours de réaménagement. Elle a aussi mis au point des dispositifs d'intervention pour faire face à d'éventuelles épidémies qui pourraient être facilitées par la sécheresse. Des médicaments et des fournitures médicales, notamment des produits intraveineux et des médicaments anti-infectieux, ont été prévus à cet effet. L'OMS a poursuivi ses activités de renforcement des capacités sanitaires à l'échelon local, notamment dans les domaines des soins de santé primaires, de la gestion de l'approvisionnement en médicaments, de l'installation et de l'utilisation correctes du matériel et de la formation du personnel infirmier. Elle a aussi mis la dernière main aux modalités régissant la distribution de certaines fournitures médicales à des pharmacies privées, mais la phase d'application n'a pas encore commencé.

76. En mars et avril 2000, l'UNICEF a mené deux campagnes nationales de vaccination contre la poliomyélite grâce auxquelles plus de 500 000 enfants de

moins de 5 ans ont été vaccinés, soit une couverture de 90 %. Le Fonds a aussi remis en état neuf centres de santé, sur un total de 44 depuis le lancement du Programme, formé du personnel aux techniques de vaccination et apporté son appui à une formation destinée aux médecins, aux travailleurs sociaux et au personnel spécialisé dans le soutien sociopsychologique aux enfants et aux adolescents et l'éducation des enfants ayant subi des traumatismes. Des fauteuils roulants ont été livrés au Centre Helena pour l'enfance handicapée, et des services orthopédiques et de kinésithérapie ont été proposés à des personnes handicapées.

77. En moyenne, le Programme alimentaire mondial est intervenu auprès de 170 650 personnes par mois. Il a introduit un projet pilote d'une durée de deux mois visant à améliorer l'état nutritionnel des enfants scolarisés, à accroître le taux de fréquentation scolaire et à réduire le taux d'abandon. L'UNICEF a distribué du lait thérapeutique et des biscuits à haute teneur protéique à 34 956 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition, de la vitamine A sous forme de gélules aux enfants de moins de 5 ans et aux femmes enceintes ou allaitant leurs enfants, différents types d'oligoéléments aux femmes vulnérables enceintes ou allaitant leurs enfants, et des compléments multivitaminés aux enfants de moins de 5 ans. Il a également fourni du iodure de potassium à des usines de iodation du sel. Par rapport aux résultats de l'enquête de juin 1999, l'enquête de novembre 1999 a révélé une baisse de la malnutrition chronique (-0,6 %), de la malnutrition avancée (-1,6 %) et des cas d'insuffisance pondérale (-5,2 %).

78. Pendant la période à l'examen, 35 centres communautaires de santé infantile et 14 centres de surveillance de la croissance ont été établis dans des villages isolés. Dans le cadre de ses activités de renforcement des capacités, l'UNICEF a formé le personnel chargé des soins de santé primaires aux techniques de surveillance de la croissance et a mené une action de sensibilisation dans les domaines de la promotion de l'allaitement maternel et de la prévention des maladies provoquées par des carences en oligoéléments. Dans les villages, une formation a été proposée à des volontaires sur les sujets suivants : techniques de surveillance de la croissance et éducation sanitaire et nutritionnelle.

Eau et assainissement

79. Depuis le lancement du Programme, sur les 500 pompes qui devaient être installées pendant les phases I à V, 447 ont été mises en place, 546 tonnes de chlore gazeux ou en poudre et 1 490 tonnes de sulfate d'aluminium ont été distribuées, 423 chlorateurs ont été installés, 281 kilomètres de conduites d'eau ont été réparés, 285 stations de pompage et de javellisation et entrepôts de pièces détachées ont été construits ou remis en état et 21 châteaux d'eau ont été remis en état ou construits. La livraison de 152 véhicules d'assainissement et la réparation de 80 autres véhicules ont accru la capacité de retraitement des déchets liquides et solides des municipalités. Des opérateurs, des techniciens et des ingénieurs ont été formés au fonctionnement et à la maintenance des pompes.

80. Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement de l'eau dans les zones rurales, on a mené à bien des projets de construction et de remise en état, qui ont bénéficié à plus de 300 000 personnes. On a construit des latrines familiales pour plus de 70 000 personnes. Les activités de renforcement des capacités ont porté sur la formation d'opérateurs locaux, des notables et des autorités locales. Dans le cadre des dispositifs anti-sécheresse mis en place par le système des Nations Unies, l'UNICEF a prévu d'effectuer une étude concernant l'approvisionnement en eau dans les zones les plus exposées, d'organiser des équipes mobiles de maintenance chargées de réparer les pompes, de recenser les villages qui pourraient avoir besoin d'un approvisionnement par camions-citernes et de sensibiliser les populations aux problèmes de la conservation et de l'utilisation de l'eau.

81. L'OMS a continué à appuyer les activités de contrôle de la qualité de l'eau. L'analyse des échantillons collectés dans les gouvernorats de Dohouk et Souleimaniyeh a montré que la pollution était en deçà des normes acceptées, alors qu'à Arbil, elle était encore supérieure aux plafonds fixés par l'OMS, malgré une amélioration de la situation pendant la phase en cours.

Agriculture

82. La sécheresse s'est poursuivie dans certaines zones pendant la saison 1999-2000. Les premières pluies ne sont tombées qu'en décembre 1999 et ont été suivies par des précipitations erratiques en mars et en avril, période critique pour la croissance de l'orge et du blé d'hiver. Compte tenu de la multiplication des parasites

et des mauvaises herbes, les rendements risquent d'être très faibles dans les zones où les précipitations sont régulières ou semi-régulières et les récoltes réduites à néant dans les zones à faibles précipitations. On ré-évalue actuellement les rendements prévisibles, les effets des parasites, l'état des pâturages et les réserves en eaux de surface et en eaux souterraines. Pour atténuer les effets de la sécheresse, il faudra consacrer environ 57,5 millions de dollars aux activités suivantes : distribution d'eau potable aux animaux, irrigation des vergers et des forêts plantées par l'homme, achats d'aliments concentrés pour le bétail et la volaille, de vaccins, de médicaments, de semences d'orge et d'engrais. Avec le Bureau chargé du Programme Iraq, la FAO a fait le nécessaire pour que des mesures de lutte contre la sécheresse soient prises sans tarder, notamment la distribution de fourrage, qui absorbe la plus grande partie des fonds demandés pour faire face aux imprévus.

83. La FAO a signalé des cas de peste des petits ruminants et de fièvre aphteuse dans le gouvernorat d'Arbil. Trois cent quarante et un veaux ont été conçus par insémination artificielle. Dans le gouvernorat de Souleimaniyeh, la production d'alevins a commencé; le projet de pêche dans le gouvernorat de Dohouk est déjà opérationnel et la pêche dans le gouvernorat d'Arbil est en cours de construction. Au 30 avril 2000, 457 élevages de poulets de chair avaient été remis en état depuis le lancement du programme, avec une capacité de production de 6,5 millions de volailles par cycle de huit semaines. Dans le cadre de l'appui apporté aux élevages familiaux, 2,7 millions de volailles ont été vaccinées dans 374 villages, cette aide ayant bénéficié à 95 090 familles vulnérables.

84. Quelque 686 pompes d'irrigation en surface, 120 000 mètres de conduites et 277 pompes pour puits profonds ont été distribués, facilitant l'irrigation de 6 200 ha de terres appartenant à 2 163 exploitants, et 22 projets d'irrigation de petites superficies ont été menés à bien. Des cours de formation ont été organisés à l'intention du personnel local sur les différentes phases des projets d'irrigation (conception, maintenance et exploitation), les techniques de forage de puits et l'hydrologie souterraine. Les campagnes hivernales de lutte contre les mauvaises herbes, les parasites et les maladies ont porté sur un total de 212 000 ha de vergers, de blé et d'orge. On a repiqué des jeunes plants sur 2 250 ha et semé 6 tonnes de semences d'espèces

forestières directement dans les bassins hydrologiques des barrages et les zones sujettes à l'érosion.

85. Des progrès notables ont été accomplis dans la remise en état des usines agroalimentaires. La production a repris dans l'usine de produits laitiers et d'huile alimentaire et dans l'usine de sauce tomate de Harir. La FAO a organisé 43 cours de formation destinés aux spécialistes locaux de l'agriculture sur des sujets tels que la lutte contre les parasites, l'entretien des machines et du matériel agricoles, l'apiculture, l'agrométéorologie, l'aviculture et la culture des agrumes.

Électricité

86. En ce qui concerne la production d'électricité, la situation demeure très préoccupante. La sécheresse a provoqué une baisse spectaculaire du niveau d'eau des retenues des centrales hydroélectriques de Derbandikhan et de Dokan, qui ont fortement réduit leur production. Comme les barrages de Derbandikhan et de Dokan ne recevront que des apports d'eau très faibles cette année, la production d'électricité, qui ne représente qu'une heure de consommation par jour dans le gouvernorat de Souleimaniyeh et zéro heure dans celui d'Arbil, pourrait bien être représentative de la production quotidienne moyenne pour le reste de l'année. Actuellement, les deux centrales électriques produisent chacune environ 50 mégawatts pendant 12 heures chaque jour, alors que la demande dans le gouvernorat d'Arbil atteint 285 MW et celle du gouvernorat de Souleimaniyeh 265 MW. Dohouk, qui est raccordé au réseau national, ne reçoit que 20 MW, soit une heure d'électricité par usager, alors qu'il faudrait 132 MW pour satisfaire la demande.

87. Les plans de la première tranche des trois centrales électriques diesel de 29 mégawatts sont achevés et les travaux de génie civil ont commencé. Dans le cadre du dispositif antisécheresse, on a approuvé un projet concernant 600 générateurs diesel desservant les particuliers à faible revenu. Le Gouvernement irakien n'ayant pas accordé les visas nécessaires, les représentants des entreprises souhaitant présenter une offre concernant l'installation de lignes de transport ont reporté leur visite. On a installé de nombreux transformateurs afin de fournir de l'électricité à de nouveaux usagers et de mieux desservir les usagers existants. Les travaux de génie civil concernant 10 sous-stations sont presque achevés dans le gouvernorat de Souleimaniyeh. Les travaux d'installation de la centrale électri-

que et du matériel devraient commencer prochainement. Les travaux de remise en état des barrages et des centrales hydroélectriques de Derbandikhan et de Dokan progressent notablement.

Éducation

88. Depuis le début du programme, l'UNICEF a achevé la remise en état de 324 écoles et bâtiments administratifs, réparé et entretenu les installations sanitaires et adduction d'eau de 18 écoles primaires et financé l'enseignement des matières scientifiques dans le primaire et de l'alphabet kurde ainsi que la formation d'enseignants en classe maternelle. Des pochettes de fournitures scolaires ont été fournies pour répondre aux besoins en papeterie de 6 930 élèves du primaire et étudiants du programme d'alphabétisation. Des manuels destinés aux écoles primaires ont été imprimés et distribués, de même que des ouvrages pédagogiques à l'intention des enseignants du primaire. On a fourni aux autorités compétentes locales des bureaux fabriqués sur place, des disques durs, des groupes électrogènes, des pompes à eau, des véhicules et des motocyclettes. Du mobilier et du matériel ont été livrés à des écoles maternelles et à des écoles primaires. L'UNICEF a également financé la livraison de manuels à des écoles du primaire et du secondaire.

89. L'UNESCO a entrepris un certain nombre d'activités parmi lesquelles : la fabrication et la distribution de pupitres; l'achat et la fourniture de matériel de revêtement pour les sols; l'organisation de stages et d'ateliers de formation visant à renforcer les capacités locales; la distribution de manuels scolaires, de matériel d'apprentissage de la lecture et d'ouvrages de référence en arabe, kurde et perse; et la livraison de 2 millions d'ouvrages fournis par le Ministère de l'éducation à Bagdad. L'UNESCO a signalé que la distribution de fournitures scolaires avait eu des répercussions positives sur l'inscription et la participation des élèves, le taux d'inscription ayant augmenté de 25 % dans le primaire et dans le secondaire par rapport à l'année scolaire 1998-1999. Sur les 153 écoles dont l'UNESCO a entrepris la construction ou la remise en état au cours des phases I à III, 150 ont été achevées. L'usine de craie dont la construction avait été lancée au cours de la phase I est maintenant opérationnelle et produit des lots d'échantillons, mais un certain nombre de problèmes relatifs au contrôle de la qualité restent à régler.

Remise en état des établissements humains

90. Au 30 avril 2000, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains avait lancé un total de 1 229 projets dans quelque 740 villages et établissements humains. Sur ce total, 634 projets avaient été achevés, 356 autres avaient été mis en chantier tandis que 239 autres faisaient l'objet d'une planification et d'appels d'offres. Les projets achevés par le Centre comprennent 72 projets de logements, 233 écoles, 66 dispensaires et 132 projets d'adduction d'eau et d'assainissement. Au cours de la période considérée, le Centre est intervenu dans 343 villages, bourgades et établissements humains. Plus de 17 600 personnes ont bénéficié de 2 700 unités d'habitation et quelque 16 300 élèves ont bénéficié de la construction de 74 écoles. En outre, une douzaine de dispensaires, 16 projets de construction de routes et de ponts et 63 projets d'adduction d'eau et d'assainissement ont également été achevés. Le Centre assure la supervision d'un projet pilote de logements indépendants dans le gouvernorat d'Erbil et étudiera les moyens d'améliorer et de développer ce projet.

91. Malgré ces activités, nombre de personnes déplacées continuent de vivre dans des camps provisoires où le Centre leur fournit un accès à des services de base en attendant qu'un logement leur soit trouvé. Un nombre croissant de réfugiés et de personnes déplacées ont continué d'arriver de la région de Kirkouk.

Déminage

92. Les équipes de déminage ont été renforcées à tous les niveaux. Le nombre des équipes de déminage manuel est passé de 13 à 15. Le nombre des équipes de levés du niveau 2 est passé de six à huit et leurs effectifs ont été renforcés de 8 à 11 membres par équipe. Deux nouvelles équipes de destruction des explosifs ont été dépêchées sur le terrain, 12 équipes de levés de niveau 1 ont été déployées pour réaliser des levés des lignes de transmissions électriques existantes et prévues, et le nombre d'équipes dotées de chiens a été augmenté. Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) a également achevé une étude sur la fiabilité à long terme du programme via le renforcement des organisations non gouvernementales locales. L'UNOPS s'est inquiété du nombre de mines qui ont été récemment posées dans des terrains qui avaient été préalablement déminés.

93. Le Bureau des services d'appui aux projets a rendu officiellement aux autorités locales plus de six champs de mines déminés, soit une surface de 606 370 mètres carrés, ce qui a permis d'améliorer directement l'existence de 66 895 habitants de 236 villages. Depuis le début du programme, le Bureau des services d'appui aux projets a déminé 21 champs de mines, soit 2 772 239 mètres carrés. En outre, 1 907 victimes de blessures par mine ont reçu de nouvelles prothèses, 396 ont reçu des orthèses, 818 ont reçus des chaises roulantes et des appareils d'aide à la marche et 1 641 ont subi des interventions chirurgicales.

94. Dans le gouvernorat de Souleimaniyeh, le Bureau des services d'appui aux projets réalise actuellement une opération de déminage dans un canal long de 60 kilomètres et en partie infesté de mines. Il supervise également la construction de 200 logements pour des personnes déplacées sur un terrain où des mines ont été découvertes et appuie les efforts déployés conjointement par le Bureau du Coordonnateur des opérations humanitaires des Nations Unies en Iraq et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains pour réinstaller 10 villages. Dans le cadre de ses activités d'assistance, le Bureau des services d'appui aux projets détermine le nombre de mines qui se trouvent dans ces villages, prépare des campagnes de sensibilisation de l'opinion publique, recense les besoins en matière de déminage et définit les procédures d'urgence pour les victimes de mines. À l'appui des activités menées dans le secteur de l'électricité, il procède également à des levés autour de l'une des centrales électriques.

Télécommunications

95. L'Union internationale des télécommunications, responsable de la mise en oeuvre des projets dans le secteur des télécommunications, a lancé ses activités en commençant par le recrutement du personnel clef. Un mémorandum d'accord a été signé avec l'Organisation des Nations Unies et une ébauche de calendrier pour l'exécution des projets a été élaborée. Les travaux topographiques débiteront en juillet 2000 afin de présenter les demandes d'autorisation de contrats d'ici la fin de l'année.

V. Observations et recommandations

96. La nature du programme humanitaire autorisé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 986 (1995) a considérablement évolué au cours de ces trois dernières années et demie. Le mécanisme a été institué à l'origine pour contourner les sanctions en permettant à l'Iraq d'obtenir un montant limité de ressources grâce à la vente de pétrole pour importer des vivres et des médicaments de base. Aujourd'hui, l'Iraq est autorisé à exporter des volumes illimités de pétrole et d'importer un large éventail de biens pour répondre aux besoins humanitaires de sa population et remettre en état son infrastructure. Au début du programme, le niveau de financement autorisé s'élevait à 2 milliards de dollars par phase, ce qui laissait 1,32 milliard de dollars pour l'exécution du programme. On estime que les revenus tirés des exportations de pétrole au cours de la phase VII s'élèveront à 8,4 milliards de dollars, ce qui signifie qu'après les déductions effectuées en application du paragraphe 6 de la résolution 986 (1995) et des autres résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, on devrait disposer d'environ 5 milliards 64 millions de dollars pour l'exécution du programme.

97. La situation des Iraquiens sur le plan de la nutrition et de la santé continue d'être préoccupante. Maintenant qu'il dispose de recettes accrues pour exécuter le programme, le Gouvernement iraquien est en mesure de réduire les niveaux actuels de malnutrition et d'améliorer les conditions sanitaires de la population. Cela peut être fait en augmentant le niveau de financement dans le domaine des vivres et dans le secteur de la santé et en s'assurant que des marchés sont conclus dans les meilleurs délais pour toutes les fournitures et cela en quantité suffisante pour répondre aux besoins et réaliser les objectifs préalablement recommandés, en particulier ceux définis dans mon rapport complémentaire au Conseil de sécurité (S/1998/90). Je tiens donc à saluer la décision prise récemment par le Gouvernement iraquien de demander d'augmenter le nombre d'articles du panier de denrées, comme je l'ai déjà indiqué dans le présent rapport. Il importe également d'améliorer les systèmes de distribution dans le domaine des vivres, de la nutrition et de la santé. Afin d'aider l'Iraq à améliorer ses systèmes de distribution, il importe que le Comité du Conseil de sécurité approuve dans les meilleurs délais les demandes de contrat concernant les systèmes de distribution.

98. Tant que les infrastructures de l'Iraq pour ce qui est de l'électricité, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement n'auront pas été remises en état, les Iraquiens continueront de se heurter à des difficultés et d'être vulnérables face aux maladies. L'approvisionnement en eau potable et en électricité est extrêmement important pour garantir le bien-être des Iraquiens. Si l'on veut garantir l'accès à ces services de base, les contrats visant à remettre en état les infrastructures dans ces secteurs doivent être approuvés dans les meilleurs délais.

99. S'agissant du secteur de l'éducation, il est évident qu'un regain d'efforts s'impose pour contrecarrer le processus actuel de détérioration et les répercussions qu'il risque d'avoir sur le niveau d'instruction de la population iraquienne dans les années à venir. Je recommande en conséquence au Gouvernement iraquien d'accroître le montant des ressources allouées au secteur de l'éducation et d'améliorer considérablement la planification et la distribution des fournitures dans le cadre du programme.

100. Je salue les efforts faits par le Comité du Conseil de sécurité pour améliorer ses procédures et définir plus précisément ses besoins d'information : ces efforts ont déjà permis d'approuver un nombre important de contrats jusqu'à présent en attente. On se souviendra que la valeur totale des contrats en attente, au 31 janvier 2000, était proche de 1,5 milliard de dollars. Au 30 avril, ce montant total avait atteint un peu moins de 2 milliards de dollars. Je trouve encourageante la volonté de toutes les parties concernées de s'efforcer ensemble de réduire la valeur totale des demandes en attente, qui, au 31 mai 2000, était ramenée de 1,6 milliard de dollars. Mais beaucoup reste encore à faire pour réduire très sensiblement le nombre de demandes en attente, qui retarde gravement l'exécution effective du programme. Je lance donc un appel aux membres du Comité du Conseil de sécurité pour qu'ils redoublent d'efforts pour examiner les demandes en attente en fonction de l'information supplémentaire fournie par le Bureau chargé du Programme Iraq. J'appelle également le Gouvernement iraquien ainsi que les missions permanentes et les missions d'observation à fournir rapidement tous les renseignements complémentaires demandés par les membres du Comité.

101. Les efforts actuellement déployés pour adapter la structure du mécanisme d'observation, le renforcer et le réorienter, permettront au Bureau chargé du Programme Iraq de mieux répondre aux besoins d'information croissants du Comité. Il faut espérer que cela permettra également de réduire le nombre des demandes mises en attente.

102. La décision prise par le Comité du Conseil de sécurité d'approuver les mesures proposées par le Bureau chargé du Programme Iraq, en vertu du paragraphe 17 de la résolution 1284 (1999), a déjà permis d'accélérer le traitement de 356 demandes d'une valeur totale de 820 millions de dollars au 31 mai 2000, dont le Comité n'exige plus qu'elles soient présentées à son approbation.

103. Je me félicite aussi que le Comité du Conseil de sécurité ait approuvé les procédures d'application du paragraphe 18 de la résolution 1284 (1999) ainsi que la nomination des experts qui doivent se réunir pour l'approbation des demandes de contrats relatifs à l'achat de pièces de rechange et de matériel (voir par. 19). Je lance un appel au Comité pour qu'il approuve le plus rapidement possible les listes de pièces de rechange et de matériel qui doivent lui être soumises par le Bureau chargé du Programme Iraq au cours de la première semaine de juin afin que le groupe d'experts puisse entamer ses travaux dans les meilleurs délais. Étant donné que c'est en se fondant sur ces listes que le groupe d'experts examinera les demandes de contrats relatifs aux pièces de rechange et au matériel, le Conseil de sécurité souhaitera peut-être demander au Secrétariat de soumettre au Comité du Conseil de sécurité, en consultation avec le Gouvernement iraquien, une liste de pièces de rechange et de matériel concernant la prochaine phase, conformément aux paragraphes 18 et 25 de la résolution 1284 (1999) et aux procédures d'application du paragraphe 18 de cette résolution. Je voudrais lancer un appel au Comité du Conseil de sécurité pour qu'il réexamine toutes les demandes relatives aux pièces de rechange et au matériel destinés à l'industrie pétrolière qui sont actuellement mises en attente, conformément aux nouvelles procédures visées au paragraphe 18 de la résolution 1284 (1999). Le nombre de demandes en attente demeure excessif et au 31 mai 2000 atteignait 582, d'une valeur totale de 341 millions de dollars. Jusqu'à présent, des pièces de rechange et du matériel destinés à l'industrie pétrolière, d'une valeur de 287,2 millions de dollars, sont arrivés en Iraq, mais du matériel supplémentaire d'une valeur supplémentaire de 546 millions de dollars est toujours dans la filière.

104. Je me félicite de la décision prise par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1293 (2000) d'approuver l'allocation d'un montant supplémentaire de 300 millions de dollars à l'achat de pièces de rechange et de matériel au titre des phases VI et VII du programme, ce qui contribuera à enrayer la détérioration de l'industrie du pétrole en Iraq. Toutefois, comme je l'ai indiqué dans mon précédent rapport au Conseil (S/2000/208), cette allocation devrait seulement permettre de maintenir les capacités de production et d'exportation à leurs niveaux actuels, mais ne devrait pas suffire pour permettre à l'Iraq d'accroître ses exportations et sa production ou compenser les dommages permanents causés aux structures pétrolières et la détérioration générale de ce secteur, détérioration confirmée par l'étude approfondie sur l'industrie pétrolière effectuée par le groupe d'experts créé en application du paragraphe 30 de la résolution 1284 (1999). Je recommande en conséquence que le Conseil envisage d'approuver l'allocation d'un montant supplémentaire de 300 millions de dollars pour les pièces de rechange et le matériel au titre de la phase VIII du programme humanitaire, ce qui porterait pour cette phase l'allocation totale à 600 millions de dollars.

105. Le Gouvernement iraquien a étudié les conclusions de l'examen technique des besoins en matière de logement mené conjointement par les experts des Nations Unies et les ministères techniques compétents et a donné récemment son accord de principe. J'ai donc l'intention d'entériner les besoins en matière de logement identifiés lors de l'examen au titre des phases VI et VII à condition que des dispositions appropriées soient prises pour assurer les activités d'observation des Nations Unies. Les consultations avec le Gouvernement iraquien se poursuivent actuellement.

106. Je voudrais assurer le Conseil de sécurité que tout est mis en oeuvre, conformément au paragraphe 22 de la résolution 1284 (1999) en vue de réduire au maximum le coût des activités des Nations Unies associées à l'application de la résolution 986 (1995). Le Directeur exécutif du Programme Iraq examine actuellement la question avec le Contrôleur afin de réduire encore davantage le coût des opérations des Nations Unies dans l'application du programme.

107. Je tiens à appeler l'attention du Conseil sur le paragraphe 20 de sa résolution 1284 (1999) et sur ma recommandation figurant au paragraphe 6 de mon rapport du 14 janvier 2000 (S/2000/22) – qui a été réitérée au paragraphe 209 de mon rapport (S/2000/208) – selon laquelle le Secrétariat a l'intention, sous réserve de l'approbation du Conseil, de virer au compte ESB (53 %) les fonds qui se sont accumulés du fait de la décision du Conseil de suspendre l'application de l'alinéa g) du paragraphe 8 de la résolution 986 (1995) pour la phase VII. Le Conseil s'est par la suite penché sur la question, quoiqu'il n'ait pas encore pris de décision à ce sujet. Je voudrais réitérer mon action au Conseil.

108. Je tiens également à appeler l'attention du Conseil sur des mesures additionnelles en vue de promouvoir une plus grande utilisation des ressources disponibles, notamment en ce qui concerne les fonds dépassant le montant nécessaire pour le règlement de tous les contrats approuvés au titre des phases précédentes, fonds qui seraient utilisés pour financer les fournitures humanitaires au titre de phases ultérieures. Cela pourrait notamment être le cas pour les phases IV et V pour lesquelles on accuse encore un déficit de fournitures humanitaires de 589,1 millions de dollars. Je voudrais donc recommander au Conseil d'envisager d'autoriser le Comité à examiner et à approuver les demandes que le Bureau chargé du Programme Iraq a formulées pour l'utilisation des fonds dépassant les besoins au titre des phases initiales, fonds qui seraient utilisés pour financer les achats de fournitures humanitaires au titre de phases ultérieures. Par exemple, quoique la première phase soit achevée, le montant total des fonds encore disponibles à ce titre s'élève à 5,1 millions de dollars.

109. Je me félicite que les membres du Conseil de sécurité soient disposés à examiner des dispositions permettant que les fonds déposés sur le compte séquestre ouvert en application de la résolution 986 (1995) soient utilisés pour acheter des produits fabriqués localement et faire face aux coûts locaux associés à l'installation et l'utilisation d'intrants qui ont été financés au titre du programme. Si elle est appliquée efficacement et dans la transparence, cette mesure peut sensiblement contribuer à améliorer l'incidence de ce programme sur la population civile iraquienne. J'espère être en mesure de proposer bientôt des arrangements conformément au paragraphe 24 de la résolution 1284 (1999) qui soient acceptables au Comité du Conseil de sécurité ainsi qu'au Gouvernement iraquien. Toutefois, sur la base des conclusions tirées à ce jour, il ne fait aucun doute que toute proposition exigera une certaine souplesse de la part de toutes les parties concernées si elle doit être appliquée avec succès.

110. Comme suite à l'alinéa d) du paragraphe 208 de mon dernier rapport (S/2000/208), je voudrais de nouveau recommander au Comité du Conseil de sécurité de renouveler ses efforts pour parvenir à un consensus sur la proposition présentée par le Bureau chargé du Programme Iraq le 11 février 1999, conformément à l'alinéa l) du paragraphe 53 de mon rapport supplémentaire (S/1998/90), tendant à l'instauration d'un nouveau système pour accélérer le rythme des remboursements du compte ESC (13 %) au compte ESB (53 %).

111. Je tiens également à appeler l'attention du Conseil de sécurité sur l'alinéa e) du paragraphe 208 de mon rapport (S/2000/208), dans lequel j'ai recommandé au Comité du Conseil de sécurité d'examiner de nouveau les options figurant dans le document présenté le 7 juillet 1999 par le Bureau chargé du Programme Iraq concernant les clauses de paiement pour le compte ESB (53 %). Le Comité ne s'est pas penché sur la question au cours de la période considérée et je voudrais appeler l'attention sur l'importance attachée à la nécessité de répondre aux besoins légitimes de protection commerciale en ce qui concerne les achats effectués au moyen des fonds provenant du compte ESB (53 %) dans le cadre des dispositions des règles et règlements régissant l'exécution du programme.

112. Dans mon rapport (S/2000/208), j'ai recommandé au Conseil d'envisager de renoncer à ce qu'un rapport sur l'exécution du programme lui soit présenté tous les 90 jours, un tel rapport étant moins nécessaire compte tenu des rapports hebdomadaires et mensuels sur l'état des demandes, des rapports mensuels d'exécution et des rapports faits oralement au cours des différentes phases du programme. Notant, en particulier, l'amélioration du dispositif d'observation et du mécanisme de notification mis en place par le Secrétariat, les travaux sur la création d'une base de données à laquelle pourront accéder les membres du Comité, et la communication de manière continue d'informations sur l'exécution du programme, je voudrais recommander de nouveau au Conseil d'envisager de revoir la nécessité d'établir un rapport tous les 90 jours. Cette rationalisation de l'établissement

des rapports permettra au personnel à New York et en Iraq de mieux axer ses efforts sur les activités d'exécution du programme.

113. Tout en remerciant le Gouvernement iraquien d'avoir coopéré dans l'ensemble à l'exécution du programme, je tiens à exprimer ma préoccupation au sujet de pratiques restrictives appliquées récemment en ce qui concerne la délivrance d'autorisations de voyages et la fourniture des escortes, pratiques qui entravent de plus en plus la totale liberté de circulation des observateurs des Nations Unies, prévue au paragraphe 44 du Mémoire d'accord. Je demande donc au Gouvernement iraquien de revoir ses procédures administratives concernant la liberté de circulation du personnel des Nations Unies et la délivrance en temps opportun des visas, et de prendre toutes les mesures d'ajustement nécessaires conformément aux dispositions des paragraphes 44 et 46 du Mémoire d'accord.

114. Malgré toutes les contraintes, difficultés et lacunes mentionnées dans le présent rapport, ainsi que dans les rapports précédents, le programme a réussi à fournir une assistance considérable à l'Iraq et à répondre à ses besoins humanitaires pressants, grâce à l'importation à grande échelle de produits destinés à la population civile. Le montant total des fonds mis à disposition pour l'exécution et le fonctionnement du programme de décembre 1996 au 30 avril 2000 était de 16 676 000 000 de dollars. Au 30 avril, la valeur totale des fournitures qui avaient été livrées à l'Iraq s'élevait à 8 071 000 000 de dollars – y compris plus de 14 millions de tonnes de produits entrant dans la composition de la ration alimentaire d'une valeur de 4,8 milliards de dollars et des fournitures médicales d'une valeur de près de 900 millions de dollars. Des fournitures supplémentaires approuvées, d'une valeur totale de 2,7 milliards de dollars, attendent d'être livrées et des fournitures additionnelles font l'objet d'un contrat au cours de la phase actuelle, y compris quelques-unes au titre des phases précédentes.

115. En évaluant le programme, il faudrait toutefois garder à l'esprit que son but n'est pas de se substituer à la reprise de l'activité économique normale et l'on ne peut donc pas s'attendre à ce que le programme réponde à l'intégralité des besoins de la population iraquienne. Néanmoins, conformément aux objectifs de la résolution 986 (1995) et de résolutions ultérieures, il demeure essentiel que l'on recherche les moyens de maximiser l'efficacité du programme, pour le bien de la population civile. L'application des dispositions de la section C de la résolution 1284 (1999) permettra sans aucun doute d'améliorer l'incidence du programme sur la situation humanitaire en Iraq.

Annexe I

État du compte ouvert par l'ONU pour le Programme Iraq

1. Au 30 avril 2000, un montant de 4 606 100 000 dollars avait été déposé au compte pour la phase VII comme autorisé par les résolutions 1281 (1999) et 1284 (1999), ce qui porte le total des ventes de pétrole, depuis le début du programme, à 25 341 900 000 dollars.

2. La répartition des recettes pétrolières totales depuis le début du programme jusqu'à ce jour et les dépenses correspondantes sont les suivantes :

a) Un montant de 12 990 200 000 dollars a été alloué à l'achat de fournitures humanitaires par le Gouvernement iraquien, comme prévu au paragraphe 8 a) de la résolution 986 (1995) du Conseil de sécurité. En outre, un montant de 234,6 millions de dollars au titre des intérêts perçus sur ce compte a été dégagé pour l'achat de fournitures humanitaires pour les gouvernorats du centre et du sud de l'Iraq. Des lettres de crédit émises par la Banque nationale de Paris pour le compte des Nations Unies, en vue du paiement des fournitures humanitaires destinées à l'Iraq, atteignent le montant de 9 652 900 000 dollars au titre des phases I à VII;

b) Un montant de 3 149 200 000 dollars a été alloué pour l'achat de marchandises humanitaires pour distribution dans les trois gouvernorats du nord de l'Iraq, par le programme humanitaire interorganisations des Nations Unies, comme le veut le paragraphe 8 b) de la résolution 986 (1995), tel que révisé par le paragraphe 2 de la résolution 1153 (1998). Les dépenses comptabilisées pour l'achat de marchandises humanitaires approuvées par le Comité créé par le Conseil de sécurité ont atteint 1 milliard 690 millions de dollars;

c) Un montant de 7 533 400 000 dollars a été transféré directement au fonds d'indemnisation des Nations Unies, comme spécifié au paragraphe 8 c) de la résolution 986 (1995). Au 30 avril 2000, un montant de 175,2 millions de dollars avait été alloué pour couvrir les dépenses de fonctionnement de la Commission d'indemnisation jusqu'au 31 décembre 2000, et 7 070 200 000 dollars pour le paiement de diverses tranches des créances « A », « C », « D », « E » et « F »;

d) Un montant de 536,6 millions de dollars a été alloué pour des dépenses de fonctionnement et d'administration de l'Organisation des Nations Unies, occasionnées par l'application de la résolution 986 (1995), comme le prévoit le paragraphe 8 d) de la résolution. Les dépenses d'administration de toutes les entités des Nations Unies s'occupant d'appliquer la résolution ont atteint 263,2 millions de dollars;

e) Un montant de 181,9 millions de dollars a été alloué à la Commission spéciale des Nations Unies pour le désarmement de l'Iraq et à la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies qui lui a succédé, pour couvrir les dépenses de fonctionnement, comme il est prévu au paragraphe 8 e) de la résolution 986 (1995). Les dépenses de la Commission se sont montées à 75,1 millions de dollars;

f) Un montant de 831,1 millions de dollars a été réservé pour le coût de l'acheminement du pétrole et des produits pétroliers provenant d'Iraq, et exportés par l'oléoduc Kirkouk-Yumurtalik, par le territoire turc, en application du paragraphe 8 f) de la résolution 986 (1995) et conformément aux procédures adoptées par le

Comité du Conseil de sécurité. Sur ce montant, une somme de 639,9 millions de dollars a été versée au Gouvernement turc;

g) Un montant de 119,5 millions de dollars a été transféré directement au compte séquestre ouvert en application de la résolution 706 (1991) et de la résolution 712 (1991) du 19 septembre 1991, pour effectuer les remboursements visés au paragraphe 6 de la résolution 778 (1992), comme il est précisé au paragraphe 8 g) de la résolution 986 (1995) puis au paragraphe 34 de mon rapport (S/1996/978). Le montant total des remboursements s'est élevé à 119,5 millions de dollars. Les virements à ce compte ont été suspendus conformément aux dispositions du paragraphe 20 de la résolution 1284 (1999) du Conseil de sécurité.

Annexe II

A. Recettes pétrolières

<i>Phase</i>	<i>Dernier dépôt</i>	<i>Lettres de crédit</i>	
		<i>Nombre</i>	<i>Valeur (dollars É.-U.)</i>
I	27 juin 1997	123	2 149 806 395,99
II	2 janvier 1998	130	2 124 569 788,26
III	30 juin 1998	186	2 085 326 345,25
IV	28 décembre 1998	280	3 027 147 422,35
V	25 juin 1999	333	3 947 022 565,12
VI	23 décembre 1999	352	7 401 894 881,57
VII (phase actuelle)	au 30 avril 2000	280	4 606 128 270,65
Total		1 684	25 341 895 669,19

B. Lettres de crédit pour des fournitures humanitaires au titre du compte ESB (53 %) et achats en gros

<i>Phase</i>	<i>Nombre</i>	<i>Lettres de crédit ouvertes</i>		<i>Paievements bancaires faits à la livraison (dollars É.-U.)</i>
		<i>Valeur (dollars É.-U.)</i>		
I	870	1 229 078 786,69		1 208 007 934,97
II	538	1 197 759 389,19		1 175 500 359,05
III	669	1 209 273 197,37		1 168 263 305,66
IV Fournitures humanitaires	689	1 572 492 555,83		1 323 246 479,17
IV Pièces de rechange destinées à l'industrie pétrolière	455	252 539 426,37		176 642 074,04
V Fournitures humanitaires	954	1 638 432 246,95		1 166 410 683,15
V Pièces de rechange destinées à l'industrie pétrolière	377	181 498 872,21		59 660 301,66
VI Fournitures humanitaires	882	1 670 443 839,79		570 146 991,88
VI Pièces de rechange destinées à l'industrie pétrolière	296	161 060 392,15		2 997 631,43
VII (phase en cours). Fournitures humanitaires	83	540 291 420,52		—
VII (phase en cours). Pièces de rechange destinées à l'industrie pétrolière	0	—		—
Total	5 813	9 652 870 127,07		6 850 875 761,01

Annexe III

Visites d'observation effectuées par des groupes, services ou organismes des Nations Unies

Décembre 1999 - avril 2000

<i>Secteur</i>	<i>Groupes, services ou organismes des Nations Unies</i>	<i>Centre/Sud</i>	<i>Nord</i>	<i>Total</i>
Alimentation	PAM	62 672	12 113	74 785
	Groupe d'observation par région géographique	3 984	288	4 272
	Total partiel			79 057
Manutention des vivres	Groupe d'observateurs multidisciplinaire	13	s.o.	13
	Total partiel			13
Santé	OMS	1 650	684	2 334
	Groupe d'observation par région géographique	972	72	1 044
	Groupe d'observateurs multidisciplinaire	49	0	49
	UNICEF	0	126	126
	Total partiel			3 553
Nutrition	UNICEF	845	136	981
	Groupe d'observation par région géographique	103	0	103
	Total partiel			1 084
Eau et assainissement	UNICEF	1 490	474	1 964
	Groupe d'observation par région géographique	105	0	105
	Groupe d'observateurs multidisciplinaire	31	0	31
	Total partiel			2 100
Agriculture	FAO	833	1 404	2 237
	Groupe d'observation par région géographique	780	0	780
	Groupe d'observateurs multidisciplinaire	66	0	66
	Total partiel			3 083

<i>Secteur</i>	<i>Groupes, services ou organismes des Nations Unies</i>	<i>Centre/Sud</i>	<i>Nord</i>	<i>Total</i>
Électricité	PNUD/Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU	264	0	264
	Groupe d'observation par région géographique	544	0	544
Total partiel				808
Éducation	UNESCO/UNICEF	278	123	401
	Groupe d'observation par région géographique	586	75	661
Total partiel				1 062
Remise en état des établissements humains	Groupe d'observation par région géographique	s.o.	488	488
Total partiel				488
Total général des visites d'observation				91 248

Annexe IV

Arrivées et distribution des produits de base achetés conformément à la résolution 986 (1995) du Conseil de sécurité

Au 30 avril 2000

Secteur		Depuis le commencement du programme			Au cours de la période considérée	
		Arrivées en millions de dollars	Distribution/ installation en millions de dollars	Pourcentage d'arrivées	Arrivées en millions de dollars	Distribution/ installation en millions de dollars
Alimentation (achat en gros)	Centre/sud		4 193,1	87	685,4	481,6
	Nord	4 831,4 ^a	677,7	14	116,9	105,7
Manutention des vivres	Centre/sud	232,2	221,2	95	63,1	62,8
Santé (achat en gros)	Centre/sud		566,2	64	137,6	83,4
	Nord	889,0 ^a	62,3 ^b	7	12,8	8,2
Santé	Nord	38,4	32,6	85	6,2	4,9
Nutrition	Nord	33,8	30,1	89	5,1	3,4
Eau et assainissement	Centre/sud	110,4	67,0	61	24,2	10,0
	Nord	62,0	60,0	97	6,2	9,1
Agriculture	Centre/sud	340,1	240,5	71	113,5	77,5
	Nord	136,0	116,3	86	32,3	23,8
Électricité	Centre/sud	328,4	324,2	99	139,6	136,9
	Nord	64,4	51,8	80	28,3	28,6
Éducation	Centre/sud	61,4	42,0	68	14,0	8,6
	Nord	43,0	40,4	94	4,8	4,6
Remise en état des établissements humains	Nord	9,8	7,0	71	2,3	1,6
Déminage	Nord	3,4	3,4	100	0,75	0,75

Note : Les chiffres pour le nord ne portent que sur les achats à l'étranger et ne tiennent donc pas compte des contrats passés par les organismes ni des fonds décaissés.

^a Ce chiffre représente les achats effectués suivant le mécanisme des achats en vrac pour l'ensemble du pays.

^b Ce chiffre représente les montants distribués dans le nord dans le cadre du mécanisme des achats en vrac.